

<https://ricochets.cc/FONDATION-DU-PATRIMOINE-ET-RURALITE-La-Federation-du-Patrimoine-faux-nez-petaïniste-de-Goldman-Sachs-des-fachos-dans-nos-8142.html>



FONDATION DU PATRIMOINE ET "RURALITE" - La Fédération du Patrimoine, faux nez pétainiste de Goldman Sachs et des fachos dans nos campagnes.



Date de mise en ligne : dimanche 26 janvier 2025

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

INTRODUCTION

Voici maintenant quelque temps que la Fondation du Patrimoine s'est mise à nous inonder d'affiches au format géant et de spots publicitaires sur les stations les plus chères, tout à fait dans le style de l'Association pour la Recherche contre le Cancer dans les années Mitterrand. Cette bonne Fondation du Patrimoine veut "sauver les monuments" de la "ruralité". Et elle assaisonne cette généreuse ambition des discours réactionnaires d'un Stéphane Bern ou carrément fascistes d'un Jonathan Sturel, youtubeur abruti, mais ayant ses entrées privilégiées dans un torchon d'extrême droite comme Causeur. A y regarder de plus près, on se demande bien en quoi la "sauvegarde" de nos monuments de village intéresse cette "Fondation" créée à l'initiative de l'ancien zélateur de la Propagandastaffel André Bettencourt, grand corrupteur de la vie politique française, et dirigée par le financier euro-mondialiste Edouard de Royère et Charles de Croisset, le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs... cette banque d'affaires détestée de tous qui, précisément, s'emploie dans le monde entier à systématiquement détruire les peuples et les cultures... On peut aussi se demander pourquoi les très millionnaires héritiers consanguins de comtes, vicomtes ou de la duchesse de Rohan, tous requins de la haute finance prédatrice, auraient besoin de nos dons, à nous les croquants au SMIC ! N'était-ce pas cette même racaille en col blanc qui, juchée sur ses tas de fric, applaudissait à tout rompre quand Macron faisait tuer 11 Gilets Jaunes, éborgner 24 d'entre eux et arracher les mains de 5 autres [1] ? Enquête sur la "FONDATION DU PATRIMOINE" et la "FONDATION POUR LA SAUVEGARDE DE L'ART FRANCAIS", son coprolithe en orbite.

1. LA FONDATION DU PATRIMOINE : D'ANDRE BETTENCOURT A JONATHAN STUREL - UNE FONDATION CENT POUR CENT PETAINISTE D'ORIGINE CONTROLEE

La Fondation du Patrimoine, qu'est-ce que c'est ? La plupart des gens seraient bien en peine de répondre. Et pour cause ! On a pris soin de créer la confusion, d'embrouiller les choses pour éluder la question, donner le change, et tromper l'opinion. La Fondation du Patrimoine a été créée en 1996, soit à l'irruption en France de la "3e mondialisation", par des financiers mondialistes à particules dont les familles sont passées de la collaboration nazie à la collaboration atlantiste à la fin de la 2e guerre mondiale. Timide et discrète au départ, son premier objet déclaré était de soustraire les châteaux des grosses fortune de France à la fiscalité tout en assurant leur entretien et leur restauration par les dons de pauvres naïfs et des subventions "républicaines". Mais ce qui retient d'emblée l'attention, c'est que la Fondation du Patrimoine est portée sur les fonts baptismaux - car c'est une affaire de crapauds de bénitiers - par un parrain qui donne à l'ensemble sa tonalité définitive : André Bettencourt, pétainiste historique ayant grenouillé toute sa vie dans les eaux les plus troubles de la haute finance et dont le pedigree comme grand corrupteur de la vie politique française n'est plus à présenter.

A quoi sert aujourd'hui la Fondation du Patrimoine ? Comme nous allons le voir, à acheter ou à récompenser des élus véreux qui appuient l'agenda néo-libéral voulu par Goldman Sachs (à travers notamment le soutien à Macron). Mais il y a un noble paravent ; c'est le prétexte de "restaurer des monuments" en province, ce qui par la même occasion permet de propager le discours d'extrême droite voulu dans les zones rurales. Pourquoi cette fixation de la Fondation du Patrimoine sur les "régions" ? Il y a à cela plusieurs raisons qui sont intrinsèquement liées. Premièrement, la régionalisation miterrandienne, engagée dès 1981, prévoyait déjà de faire des régions la courroie de transmission de la mondialisation néo-libérale (en tant qu'auxiliaires, notamment, du démantèlement d'un Etat embarrassant conçu par de Gaulle et le PCF pour résister à l'impérialisme U.S. et à la prédation financière des multinationales). Seuls, à l'époque, les technocrates avaient conscience de ce décalage annoncé du centre de gravité politique vers les collectivités territoriales. C'est donc aussi à ce moment qu'on voit s'ébaucher une restauration de la féodalité qui s'installe en province sous la forme de "châtelains-énarques". Deuxième raison,

comme Julie Carnis, de Libération, l'avait écrit : un organisme déconcentré est éminemment opaque et les flux financiers sont d'autant plus difficiles à traquer. Troisièmement, et pour reprendre l'excellente analyse du sociologue et un urbaniste libertaire français Jean-Pierre Garnier, parce que les autorités décentralisées que sont les communes et les associations exercent une surveillance rapprochée des individus en vertu de leur monopole soit territorial (commune), soit associatif. On contrôle bien mieux un maire rural, qui lui-même peut furtivement lâcher sa flicaille contre qui il veut en tant que "premier magistrat (pourri)" de sa commune, qu'un maire d'arrondissement de Paris, même corrompu. Il en va de même des grands groupes de la presse régionale, totalement inféodée au pouvoir, qui reçoivent des aides à la presses monstrueuses du ministère de la "Culture". Les torchons locaux se feront la caisse de résonance naturellement admirative et émerveillée des beaux "projets" de la très pourrie "Fondation du Patrimoine". [2] [3]

Enfin, on protège évidemment mieux les agissements d'une association véreuse nichée au fond de la cambrousse qu'en Seine-Saint-Denis. Or la dimension associative et soi-disant "culturelle" est ici capitale, car, comme l'a très bien expliqué Jean-Marc Rouillon, c'est avec le tissu associatif que Mitterrand a étranglé la lutte des classes en imposant une mutation de l'idée de transgression politique (la lutte des classes, "ni Dieu ni maître") - désormais interdite à gauche - en transgression sociétale de saltimbanques subventionnés intégrés à la société du spectacle et inféodés à la "société civile", c'est-à-dire au milieu culturo-mondain de la gauche caviar du 6e arrondissement, reflet grotesque, mais relais redoutable du pouvoir réel (donc, entendre "société civile" au sens de "société civilisée", par opposition aux "beaufs" et aux "bougnoles", comme dit Houria Bouteldja, c'est-à-dire aux prolétaires et aux immigrés).[4] La servilité volontaire, la subordination inconditionnelle du tissu associatif provincial vis à vis de Paris s'avère en effet extrêmement profitable à cause du mimétisme aveugle inspiré par le "complexe du plouc", autrement dit par le sentiment d'infériorité du monde rural vis à vis de la capitale et de ses "élites", surtout si ces "élites" ont un château dans le patelin. La nouvelle féodalité des technocrates mondialistes à particule travaillant activement à pousser l'agenda néolibéral s'appuie tout particulièrement sur ces régions rurales qui n'ont rien à voir avec l'imbécile "France périphérique" de l'escroc Guilluy, fantôme des pétainistes de gauche.

Les "régions" sont au contraire toutes dévouées à la mondialisation financière. Derrière les pantalonnades télévisuelles de la pseudo-"révolte des paysans" orchestrée par le pouvoir, la FNSEA et son roquet ivrogne, la CR, pour abuser la crédulité des Parisiens, n'oublions pas que 70 pour cent des éleveurs et exploitants ont voté Macron à toutes les élections depuis 2017 et qu'ils continuent. Seul José Bové avait élevé la voix pour démystifier cette pseudo-révolte des paysans destinée en réalité à accélérer la dérégulation néolibérale, en ruinant définitivement les plus pauvres et en engraisant les plus riches. Sa déclaration a été étouffée. Dans ce contexte, la Fondation du Patrimoine a beau jeu de récompenser les bons petits soldats de la Macronie applaudissant des deux mains la répression sanglante des Gilets Jaunes mutilés ou le génocide des Gazaouis. Elle verse 75% de dons déductibles des impôts (donc d'argent public détourné) dans la poche de l' élu véreux, moyennant 25% abandonnés à la restauration d'un bénitier fêlé pour illuminer trois bigots qui ne passeront pas l'hiver. Voilà à quoi sert la "Fondation du Patrimoine".

Mais pour le comprendre, il faut donner un coup de projecteur sur ses cadres historiques, les fondateurs, les présidents, les porte-paroles, les bénéficiaires.

Commençons par l'affairiste d'origine nazie contrôlée André Bettencourt, orchestrateur majeur de la corruption des élus français et de l'évasion fiscale à grande échelle, par Edouard de Royère, responsable du Fitch Rating, chantage à la dette qui précipite les Etats dans la misère, par Charles de Croisset, vice-président de Goldman Sachs Europe, et par le ci-devant "duc" Olivier de Rohan-Chabot, qui commence sa carrière à Nestlé où il est introduit par Bettencourt, puis devient cadre de la firme américaine Korn & Ferry International dont l'activité consiste à recruter pour les grands groupes financiers des "managers" toujours plus à la pointe de l'idéologie néo-libérale. La Fondation du Patrimoine ne choisit pas non plus au hasard les "influenceurs" à sa solde, comme le faux niais Stéphane Bern (Dans Stéphane Bern, il y a le verbe berner). Malgré son insupportable tête d'imbécile émerveillé par la reine d'Angleterre, Bern est un trouble magouilleur avec un côté parfaitement sinistre, puisqu'il est lié depuis plus de 30

ans à l'extrême droite la plus glauque, incarnée par exemple dans la personne de ce faux comte d'Ogny directement impliqué dans les réseaux néofascistes avec, en arrière-plan, l'activité des cellules de barbouzes appartenant au réseau "Stay Behind" (armée secrète liée à l'OTAN et pilotée par la CIA) et la secte Moon ('antimarxiste' et bailleuse de fonds du FN également pilotée par la CIA). A fond dans le néo-libéralisme, Bern est naturellement un macronien de la première heure, dont le "Loto du Patrimoine" a servi, comme l'a dévoilé Julie Garnier, conseillère régionale LFI d'Île de France, à arroser Apolline de Malherbe pour son exceptionnel dévouement à la Macronie.

Mais la Fondation du Patrimoine n'hésite pas à descendre jusqu'au bas de l'échelle, mettant les deux pieds dans la merde, pour recruter des porte-paroles de caniveau, comme le youtubeur débile, ouvertement raciste et sexiste, "Jonathan Sturel" (pseudonyme lourdingue en référence à Barrès) qui parvient à glisser ses pubs pétainistes pour la FDP dans les colonnes du torchon d'extrême droite Causeur piloté par l'ancien patron de Minute et imprégné des idées du Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne. Elle n'hésite pas non plus à faire bénéficier de ses largesses des crapules minables comme Olivier Béatrix, inconditionnel de Macron et élu rural corrompu, qui a passé sa vie à se faire chasser de partout. Renvoyé à l'unanimité du conseil municipal de Nemours et discrètement révoqué de son poste de directeur juridique à GRDF - toujours pour des raisons graves, mais étouffées -, ce raté de cinquante ans est devenu maire d'un hameau perdu au fin fond du Berry, mais a gardé un poste intermittent de faux prof à Sciences Po, en qualité de quoi il déclare en mars 2024 sur le fil de l'AESP dévoilé par Blast que les Gazaouis sont des "sous-hommes" méritant de "crever" et fin octobre au Figaro Etudiant qu'il faut traîner au pénal les étudiants de Sciences Po critiques du génocide de Gaza car ils sont une "menace pour la pensée" ! Le petit Béatrix, Torquemada d'opérette partageant avec son maître Macron la haine des Gilets Jaunes et des Gazaouis, est également un admirateur de l'évêque nazi François Auvity à qui il voue un culte avec Jérôme Dunod, le digne petit-fils de l'éditeur fasciste et collaborationniste Henri Dunod [<https://lagrappe.info/?DUNOD-CINQ-LETTRES-QUI-PUENT-708>]. Quant à sa moitié d'orange, Anne-Laure Chain-Béatrix, copine d'Anne Méaux, elle a trempé dans les magouilles de Jean-Luc Martinez, ex-directeur du Louvre démis de ses fonctions en 2021 et mis en examen pour "trafic d'antiquités, blanchiment et complicité d'escroquerie en bande organisée". [5] Le tableau est on ne peut plus cohérent.

Le petit Béatrix, dernière groupie de Macron et glorieuse incarnation de la "Pensée", a les larmes aux yeux : à 53 ans, il a rencontré son idole, Foutriquet Ier dit "l'Eborgneur" ! (Source : L'Echo du Berry, follicule illettré à diffusion marginale dans la région Centre)

2. L'OREAL, CARLOS GHOSN, BERNARD ARNAULT, BILDERBERG, FIMALAC, GOLDMAN SACHS, CIA, MONDIALISME, CORRUPTION FINANCIÈRE, LE JOLI MONDE "RURAL", "ARTISTIQUE" et "DESINTÉRESSÉ DES DIRIGEANTS DE LA FONDATION DU PATRIMOINE.

Parlons du "président Edouard de Royère". Inversement à ce qu'on pourrait attendre, l'homme fort, c'est le vice-président, patron de Goldman Sachs France, mais c'est de Royère et Bettencourt qui ont lancé la FDP. Il convient donc de commencer par lui. Comme l'écrit Bertrand Bellon (Le Pouvoir financier et l'industrie en France, Editions du Seuil, 1980, page 88), Edouard de Royère fait partie de la branche de "l'oligarchie financière" à qui on a dévolu le "contrôle technocratique" des populations. D'abord, depuis toujours, Edouard de Royère est à la direction de... L'Oréal ! Alors, là, on ne s'y attendait pas. Mais de façon plus intéressante, c'est surtout un type qui commence sa carrière au Crédit Lyonnais (dont son futur beau-père est directeur) et à l'Union Immobilière et Financière, puis se marie avec la fille Delorme, l'héritière de la multinationale "Air Liquide", triste pionnière de l'internationalisation du capital français, dont il devient le PDG. Il continue d'appartenir au comité directeur, ainsi qu'à ceux des groupes L'Oréal, Danone, Sodexo et il est président de l'agence Fimalac (Fitch rating) du très pourri Marc Ladreit de La Charrière qui a activement participé au coup d'Etat médiatico-juridique de 2017 pour porter au pouvoir un Macron

sorti de nulle part. Royère a fait fortune grâce à "Air Liquide", groupe qui est numéro un mondial dans le gaz industriel (15 % du marché mondial).

Au moment de la création de la FDP, le conseil d'Air Liquide comprend le gotha des membres de l'oligarchie financière, dont Dalle, de L'Oréal (naturellement), mais aussi Beffa (Saint - Gobain), C. de Fels (lié aux Lebaudy et au groupe Paluel-Marmont), Jean C. de Fels (lié aux Lebaudy et au groupe Paluel-Marmont), Jean Maissonrouge (patron d'IBM Europe), Riboud, Vernes. " Air Liquide, qui brasse des dizaines de milliards d'euros à l'époque donne aussi dans le Big Pharma (7,7%) et d'autres activités en plus du gaz (67,8 %). Tout ce beau monde, Royère en tête, a adhéré à l'Institut Euro 92 et pousse à la roue pour réaliser "l'Europe de Maastricht" façon Goldman Sachs, c'est-à-dire le démantèlement des services publics, l'anéantissement des communautés historiques, bref le rouleau-compresseur néo-libéral de la haute finance internationale afin de satisfaire ses appétits prédateurs et, surtout, d'inféoder l'Europe aux intérêts impérialistes américains "de Brest à Brest-Litovsk" et "de l'Atlantique à l'Oural". Quel magnifique défenseur des gens, des pauvres, des travailleurs ruraux que cet Edouard de Royère ! Et il oeuvre visiblement pour "la défense du petit patrimoine rural", oui, c'est évident !

Il suffit de lire les titres des livres où le nom de Royère apparaît pour se donner une idée de ce qu'il représente : Business Elites and Corporate Governance in France and the UK (M. Maclean, C. Harvey, J. Press), Entrepreneurs : The Men who are Shaping Europe (Herbert A. Henzler), The European Corporation (Richard Whittington, Michael Mayer), Changing Course : A Global Business Perspective (Stephan Schmidheiny), The International Corporate 1000 : A Directory of Who Runs the World (R. Whiteside, G. Bricault, S. Carr), Major Chemical and Petrochemical Companies of Europe (R. M. Whiteside), Examining the Role of Credit Rating Agencies (United States. Congress. Senate. Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs), Les Commandeurs (Serge Moyet), où Royère est cité avec ses petits potes "Bernard ATTALI, Jean-Luc LAGARDÈRE, etc.", Elite Configurations at the Apex of Power (Mattéi Dogan), où de Royère est cité avec ses petits potes Ernest-Antoine Seillière (Wendel investment, Medef), Serge Tchuruk (Alcatel), Marc Vienot (ex - Société Générale), etc., ou encore "Dinosaures et caméléons" (Philippe Bloch, Ralph Hababou) - un titre on ne peut plus descriptif du ci-devant "comte" de Royère, tyranosaurus fossile de l'oligarchie financière mondialiste qui veut se faire passer pour un gentil papa gâteau prêt à nous aider, nous autres pauvres ploucs à sauver notre patrimoine historique... avec notre argent (comme c'est touchant, et surtout vraisemblable, vieux caméléon).

Armé de ces informations, on atteint le paroxysme de l'hilarité quand on lit ces lignes décrivant les objectifs de la Fondation du Patrimoine, page 120 d'un bouquin intitulé "Les patrimoines touristiques : Naturels, historiques, culturels" (Pice Dufhion, 2014) :

Notre bon seigneur et maître, Monsieur le Comte Edouard Royère, de l'oligarchie financière mondialiste, "a fait un double choix qui a été décisif pour notre institution, et qui continue de régir sa vie encore aujourd'hui. D'abord le choix d'une organisation déconcentrée, les forces de la Fondation du Patrimoine sont avant tout dans les régions, notre siège parisien est très limité, moins d'une vingtaine de personnes et environ cinq cents dans les régions. Déjà, cela permet de bien situer les choses. Le deuxième choix stratégique qui a été fait a été celui d'une organisation fondée sur le bénévolat. Les salariés existent au sein de la Fondation mais sont en appui auprès des bénévoles. Cette structure déconcentrée a été calquée sur l'organisation administrative, c'est-à-dire que nous avons un échelon régional, un échelon départemental et des échelons infradépartementaux. Avec un point commun : tous nos représentants, qu'ils soient au niveau d'un « pays » ou au niveau de la région, sont des bénévoles majoritairement issus du monde financier, responsables d'entreprises en activité. Ce sont eux qui sont vraiment les acteurs de terrain, avec une assez grande autonomie de gestion et un rôle décisionnaire."

<https://x.com/siclerajuin/status/1738920398618554546>

Oui, on comprend bien les deux choix très habiles de l'oligarque de Royère (L'Oréal, Air Liquide, Fimalac). Premier

choix : toutes les magouilles ont lieu en périphérie, comme ça le bureau central peut jouer les innocents et décliner toute responsabilité quand un type comme Boisdevésy se fait choper par Médiapart (voir le très éloquent reportage de France 3 à partir de l'enquête de "Siclera Juin", pseudonyme de Julie Carnis). Deuxième choix éminemment généreux, qui pousse à s'esclaffer : la FDP fait appel à des "bénévoles"... ISSUS DU MONDE FINANCIER EN ACTIVITE !!! Ah, oui, bien sûr des bénévoles-financiers, ça se voit tous les jours, ça. Sans déconner, un oxymore de ce calibre, ça se salue chapeau bas. Des "financiers-bénévoles", quel saisissant paradoxe, et quel magistral foutage de gueule ! C'est un peu comme "pompier-pyromane", non ? Et sinon, le rapport avec la "ruralité" et "l'héritage culturel", c'est quoi au juste ? Effectivement, il n'y en a aucun. On ne va pas nous faire croire qu'Edouard de Royère, ce pollueur qui détruit la nature depuis plus d'un demi-siècle, qu'Edouard de Royère, qui a ruiné les salaires, assassiné les petites et moyennes exploitations et fait exploser le chômage rural avec son "Europe" de merde américanocentrée et pilotée par Goldman Sachs, qu'Edouard de Royère, qui nous méprise si évidemment et cherche à nous tuer se soucie des "ruraux" et de leur "histoire".

Revenons au rôle de la FDP en tant que cheval de Troie de la banque d'affaires voyou Goldman Sachs qui a lancé sur l'Europe il y a quinze ans une OPA agressive pour remplacer les chefs d'Etat et les hauts fonctionnaires européens par ses employés, entièrement dévoués aux intérêts de l'impérialisme américain. Qui tient la FDP, nous l'avons dit : Edouard de Royère, de Fimalac, responsable du Fitch Rating, le chantage à la dette qui précipite les Etats dans la misère, et surtout Charles de Croisset, vice-président et "international adviser" de Goldman Sachs Europe. Comme on l'a vu avec la démolition de la Grèce, le Fitch rating et Goldman Sachs marchent main dans la main pour orchestrer des coups d'état financiers. N'est-il pas a priori très surprenant que le président d'une Fondation soi-disant dévouée à "sauver le patrimoine rural" soit en même temps le vice-président et "international adviser" d'une sulfureuse banque d'affaires qui emploie les pires moyens pour démolir tous les pays du monde, leurs devises et leur héritage culturel (aussi bien en Asie qu'en Afrique, et naturellement en Europe) parce qu'ils constituent un obstacle à la transformation de l'humanité en consommateurs zombies et celle des sociétés humaines en marchés ?

N'importe qui avec deux neurones susceptibles de créer un arc électrique de la plus faible intensité voit bien que rien ne colle dans ce schéma. Evidemment, il n'est pas sûr que ce soit le cas de loqueteux qui, vivant sur un salaire de misère, trouvent le moyen de "faire des dons" (!) à ces voyous en cols blancs, prédateurs de la haute finance internationale et du nouveau capitalisme criminel. Pourtant, dès le début, l'ombre d'André Bettencourt plane sur la FDP et donne à son ensemble sa tonalité de corruption politico-financière. Cet André Bettencourt, précisément, qui doit l'impulsion de son ascension sociale au fait d'avoir été membre de la Cagoule, directeur de La Terre française, l'hebdomadaire de la Propagandastaffel, et responsable en 1942 de "l'aryanisation" de la société suisse Nestlé dont il est un des principaux actionnaires. André Bettencourt écrit alors des choses comme : "les Juifs sont une race souillée pour l'éternité par le sang du Christ qu'ils ont fait verser". C'est André Bettencourt qui, le premier, donnera au monde politique français l'exemple de "planquer de l'argent en Suisse". Ses employés, dont les secrétaire et comptable Chantal Tovel et Claire Thibout, cuisinées par le Parquet, révéleront les détails des manigances de ce grand corrupteur de la vie politique française, distribuant à tout-va des "enveloppes" à sa clientèle politicienne - ce dont même Le Point et Marianne, ne pouvant plus jouer les ignorants, ont préféré faire un scoop pour se démarquer prudemment d'un personnage qui commençait à salement puer le soufre. Sarkozy, comme on sait, fut le dernier bénéficiaire des fameuses "enveloppes" de Bettencourt.

André Bettencourt, sympathique début de carrière d'un "haut financier catholique" : "Nous dénoncerons... à la GESTAPO les Juifs, les communistes et les gaullistes". Heureusement, il y avait L'Oréal "qui blanchit tout ce qui est sale" !

Si vous avez l'impression d'une incohérence, c'est faute d'une vision historique, pourtant très bien développée par le Professeur Annie Lacroix Riz, aujourd'hui ostracisée dans le milieu académique parce qu'elle n'a pas renoncé à la lutte des classes, ni abdiqué son antifascisme (et qu'elle défend la cause palestinienne) : les cathos nazis à la Bettencourt ont retourné leur veste en un éclair dès qu'ils ont appris la chute de Stalingrad, et ils ont changé de

maître, se détournant d'Hitler pour, prévoyants, se ménager une place dans le giron atlantiste afin de se protéger des "communistes", nettement moins complaisants que l'Empire U.S. Les François Mitterrand, les Jean Védrine (père de Hubert et cagoulard comme André Bettencourt), tous renoncent à leur exaltation philonazie et à leur ferveur maréchaliste, et prennent contact avec les maillons pourris de la Résistance pour se refaire une virginité. Bettencourt aussi la met en veilleuse, mais il n'intègre pas de réseau, ménageant toutes les issues. Il a bien raison : Mitterrand lui inventera de faux états de service dans la Résistance et il faudra attendre des dizaines d'années pour que l'enquête de Serge Klarsfeld démystifie cette imposture. Bettencourt et Mitterrand, très liés à la Cagoule, se soutiendront mutuellement toute leur vie. Quand, en 1981, l'impôt sur les grandes fortunes est instauré par la majorité de gauche, André Bettencourt intrigue auprès de Mitterrand, de concert avec Fabius, alors ministre du Budget (et dont la famille exerce la profession d'antiquaire), pour en exclure les oeuvres d'art. C'est pourquoi la niche fiscale exonérant les oeuvres d'art privatisées par les grandes fortunes porte aujourd'hui le nom, parmi les connaisseurs, de "niche Bettencourt". Il est clair que c'est là tout l'esprit, au départ, de cette Fondation du Patrimoine, qui se soucie en réalité comme d'une guigne de l'héritage culturel des "ruraux". Il suffit de se renseigner un minimum sur Charles de Croisset, le vice-président de la FDP, pour en être persuadé. Il est dans ce milieu corrompu des manoeuvres obliques de la haute finance prédatrice comme un poisson de vase dans sa mare aux grenouilles.

Car Charles de Croisset n'est pas un gentleman farmer. Il n'a rien d'un "rurâle enraciné, tu voâs". Il se contrefout des péquenots comme des monuments historiques, ces tas de pierres. Il n'a jamais croisé le Père Lamouise au détour d'un chemin creux et doit penser que les vaches sont mauves, comme sur les emballages de chocolat. Depuis toujours, il évolue dans un univers en plexiglas au sein de la super-classe mondialiste qui considère la France comme un hôtel (de passe) et les travailleurs comme leurs esclaves. Patron de Goldman Sachs en France, administrateur de LVMH et ancien directeur de cabinet de Balladur, Croisset est un financier mondialiste étroitement lié à Bernard Arnault, patron de LVMH, première fortune de France, propriétaire des Echos et témoin de mariage (avec Mme Bruni) de Nicolas Sarkozy, ainsi qu'à Marc Ladreit de Lacharrière (encore !), fondateur et président de Fimalac (Fitch rating), vingt-cinquième fortune française selon Challenges. Ce n'est donc pas un hasard si, comme Plenel le rappelle dans Finissons-en ! [6], Sarkozy les élève tous ensemble à l'ordre de la Légion d'honneur dans la promotion du 14 juillet 2011. Mais il y a plus instructif quant à la probité extrêmement douteuse de Charles de Croisset, président de la Fondation du Patrimoine, et à ses réseaux de connivences politiques.

Charles de Croisset est très proche de Carlos Ghosn et fait partie (avec Marc Ladreit de Lacharrière, Fimalac) du conseil d'administration de celui-ci quand Ghosn est PDG de Renault-Nissan. Pourtant Charles de Croisset ne voit rien, ne dit rien face au désastre industriel, économique, et social provoqué à Renault par Ghosn. Croisset ne voit rien, ne dit rien quand ce PDG sans scrupules réduit les effectifs de Renault SAS, et met sous pression les salariés qui restent au point d'en pousser certains au suicide (drame du Technocentre). Charles de Croisset ne dit rien, ne voit rien quand en 10 ans de présidence Ghosn, Renault perd 1 million de ventes en Europe au bénéfice des marques Dacia et Nissan, suite au démantèlement industriel et à la casse sociale. Charles de Croisset ne dit rien, ne voit rien quand Ghosn finance son mariage au château de Versailles avec l'argent de Renault, mariage qui bénéficie du soutien et de la présence... d'Olivier de Rohan (tiens donc !) Croisset est toujours aveugle et muet quand Ghosn détourne des dizaines de millions à son seul profit. Et que dit-il quand Ghosn est arrêté, quand il s'évade avec l'aide de deux barbouzes de la CIA, Michael Taylor et George Zayek ? Mais rien, bien sûr. La juriste et économiste française Colette Neuville en déduit que l'« international advisor » de Goldman Sachs est de connivence. C'est évidemment la conclusion qui s'impose. Joli portrait pour mettre en perspective le "désintéressement" de ce "philanthrope" épris de "patrimoine rural". Mais il y a un petit épilogue à l'affaire Ghosn qui ne manque pas d'intérêt parce qu'il se rattache au reste. Qui s'occupera des relations publiques de Ghosn après sa chute ? ANNE MEAUX, encore elle ! C'est en effet la Madame Claude de la "com" qui va gérer celle de Ghosn, c'est à dire "organiser le message à faire passer afin de s'assurer que tout le monde raconte bien le même mensonge au même moment" (Bruno Gaccio).

Mais voyons maintenant plus large. Dans son intéressant La Guerre des classes [7], précédé d'une citation cynique de Warren Buffett en épigraphe ("La guerre des classes existe, mais c'est nous, la classe des riches, qui menons cette guerre, et nous allons la gagner"), François Ruffin présente Charles de Croisset, président de la Fondation du

Patrimoine, dans son élément naturel : celui de la clique de Bernard Arnault. Lacroix-Riz pourrait jubiler : tout le gratin de sa "Synarchie" [8] semble s'être donné rendez-vous ! La réalité dépasse la caricature, c'est un vrai tract stalinien :

"On a beau scruter l'horizon à droite, la surprise vient quand même de la gauche. Qui ne consent pas seulement, qui construit avec jovialité ce « système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années ». Qui appuie une « mondialisation » se refermant sur le monde social comme un couvercle. Qui conforte une « guerre des classes » à sens unique. La surprise vient du premier rang. Au Carrousel du Louvre. Lors de l'assemblée générale de LVMH. Entre le vétéran Antoine Bernheim (banquier de Lazard et invité au Fouquet's) et le sémillant Arnaud Lagardère, aux côtés d'Albert Frère (le milliardaire belge, président du conseil de surveillance de M6, et au Fouquet's, pareil), de Nicholas Clive Worms (président de la banque d'affaires Worms et de Christie's), de Charles de Croisset (administrateur directeur général de HSBC Holdings et vice-président de Goldman Sachs), de Diego Della Valle (empereur de la chaussure en Italie, qui a porté Forza Italia et Berlusconi au sommet), de Lord Charles David Powell of Bayswater (ex-conseiller de Margaret Thatcher, administrateur de Textron Inc., Caterpillar Inc., etc.), de Felix Rohatyn (banquier américain, ex- directeur de Lazard à New York, ex-ambassadeur des États-Unis en France, au conseil d'audit de Suez), au beau milieu, enfin, de la famille, d'Antoine Arnault (le fils), de Delphine Arnault-Gancia (la fille), de Jean Arnault (le père), et devant Bernard Arnault (au Fouquet's, bien sûr), bref, baignant dans le gotha du capitalisme occidental : Hubert Védrine.

C'est un homme de gauche, d'ailleurs, qui se charge du « mécénat culturel » chez LVMH : Jean-Paul Claverie, proche de Jack Lang. Et c'est donc lui qui m'adresse, en tant que « membre du club des actionnaires », le magazine *Apartés*, avec « l'atelier d'Alberto Giacometti » en couverture et à l'intérieur un « éditorial » signé du PDG Bernard Arnault : « Ces sculptures, ces peintures, ces dessins percutent notre regard et font naître en chacun de nous une nouvelle idée de l'homme dans le monde, une nouvelle architecture du monde face à l'homme. Ces valeurs fondent tout un art de vivre, comme celui que portent les maisons de notre groupe. » Rien de tel que l'« art » pour enrober d'un baratin philosophique, de « valeurs », de « civilisation », etc., la brutalité des accapareurs. On a appelé ça une « ouverture ». Parce qu'un auxiliaire du corporate business étiqueté UMP, Nicolas Sarkozy, commandait un rapport sur « la France et la mondialisation » à un autre auxiliaire du corporate business, mais étiqueté PS : Hubert Védrine, encore. Qui à la tête d'Hubert Védrine Conseil, sa société de « stratégie géopolitique », « travaille [...] avec plusieurs grandes entreprises françaises ». Il estimait donc urgent, à l'automne 2007, dans son document, que « les Français acceptent l'économie de marché comme un fait », que « la France s'adapte, se réforme et crée des emplois nouveaux en montant en gamme technologique », qu'elle rompe avec « la rigidité de notre économie, son manque de réactivité », en résumé, qu'elle « passe d'une méfiance stérile face à la mondialisation à un dynamisme offensif dans la mondialisation ». À qui ce propos « offensif » convenait-il le mieux ? Aux ouvrières qui gueulent « Tous ensemble ! » à la porte, et qui se révèlent, en effet, d'une « méfiance stérile » ? Ou aux firmes « dynamiques » qui rémunèrent généreusement ses précieux avis ? à ses voisins dans cette salle aux fauteuils cossus ? à LVMH, pour qui « l'inégalité est un facteur clé de soutien de notre industrie » ?

Védrine embrasse la mondialisation financière avec entrain, la transformation de la société en marché et vante "l'inégalité sociale, facteur clé de soutien de notre industrie". Mais où est la nouveauté, quand on connaît ces gens-là ? La gauche, Védrine ? La gauche à francisque issue de Vichy, alors, la gauche de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist. Comme le rappelle notre camarade Théo Englebert : "La revue *Éléments* dans laquelle s'exprime Hubert Védrine est une émanation du GRECE et de la Nouvelle droite. On parle ici des héritiers de la Collaboration, du régime de Vichy et du nazisme français." Oui. Et voir Védrine côtoyer la banque Worms, la banque des collabos de Vichy, n'est surprenant que pour un ahuri comme Ruffin. Papa Jean Védrine, le cagouillard semeur de francisques, était déjà très intime avec Worms. Tout comme André Bettencourt, autre cagouillard. Décidément, on n'en sort pas ! Quelle intéressante fondation que cette Fondation du Patrimoine ! Nébuleuse articulée autour de réseaux qui évoque l'internationale noire, elle est en osmose avec la mondialisation financière qui converge avec ses ambitions : restaurer la domination aristocratique, cette "inégalité sociale" qui est "le facteur clé de soutien" de leur Olympe.

On croirait lire les textes de Charles-Antoine de Rohan, adhérent exalté du NSDAP et théoricien d'une internationale noire dont le noyau, l'Europäischer Kulturbund, plaide en faveur d'une Europe fédérale nationale-socialiste, catholique et dominée par l'aristocratie. Faut-il le dire ? André Bettencourt est membre de l'Europäischer Kulturbund. Le même André Bettencourt qui "aryanise" Nestlé en 1942 à la demande de son beau-père Eugène Schueller. Le même André Bettencourt qui met à Olivier de Rohan le pied à l'étrier en le faisant entrer au marketing de Nestlé à sa sortie de l'École supérieure de Commerce de Paris en 1967. Or le ci-devant "duc" Olivier de Rohan est un membre éminent du directoire de la Fondation du Patrimoine. Il est aussi le président du coprolithe en orbite autour de celle-ci : la "Fondation de sauvegarde de l'art français", raison sociale qui fleure bon les années 1920 et ses ligues fascistes (dont elle est issue). Rappelons pour finir qu'Olivier de Rohan est le frère de Josselin de Rohan, franc-maçon d'extrême droite et suppôt de Sarkozy, qui en 2002 était président du groupe RPR au Sénat et président du conseil régional de Bretagne élu avec les voix du Front National. [9]

3. LA FONDATION DU PATRIMOINE, INSTRUMENT DE GOLDMAN SACHS

Maintenant, si l'on renverse la perspective, on peut se demander où se trouve l'intérêt de Goldman Sachs dans une telle symbiose. Autrement dit : à quoi la Fondation du Patrimoine lui sert-elle ? Pour ceux qui ne le sauraient pas encore, Goldman Sachs, une des plus puissantes banques d'affaires du monde, est au cœur de la prédation financière. Elle est impliquée dans de nombreux scandales financiers : celui des « subprimes », celui de l'escroquerie de sa propre clientèle (à qui elle recommandait d'acheter des produits financiers sur lesquels elle spéculait à la baisse), celui du trucage des comptes publics de la Grèce qui a poussé le pays à la ruine et a permis à Goldman Sachs - grâce à l'appui du parti d'extrême droite LAOS - d'imposer à la tête du pays un banquier à la solde des USA pour mettre en place une politique d'austérité : Loukás Papadímios. Car surtout, Goldman Sachs a lancé une OPA agressive sur l'Union Européenne dont elle détruit les pays un à un et où elle donne actuellement aux politiques gouvernementales une impulsion qu'on peut appeler, au sens propre et suivant la définition de Michel Georis-Reitshof, "néo-fasciste", c'est-à-dire caractéristique d'une violence de crise structurelle qui au nom du darwinisme social exige de s'adapter à la volonté du plus fort et encourage par sa propagande "nationaliste-européenne" la haine des pauvres, la haine des anarchistes et des communistes, le racisme décomplexé, et le néo-colonialisme, c'est-à-dire l'exploitation à mort, particulièrement de l'Afrique noire, et la "division raciale du travail" intra muros (cf. Houria Bouteldja, Beaufs et barbares : Le pari du nous). Le double intérêt de Goldman Sachs : faire payer aux peuples les erreurs des banques et placer l'Europe exsangue et ruinée sous le joug de l'impérialisme US dont elle est un agent principal.

En Afrique, les peuples Ougandais et Tanzaniens sont menacés d'extinction par le méga-projet pétrolier EACOP auquel participe Goldman Sachs. [<https://lundi.am/Contre-le-mega-projet-d-oleoduc-de-TotalEnergies>] En Asie, Goldman Sachs attaque les devises nationales de l'Indonésie, de la Corée du Sud, et de la Malaisie, jetant des centaines de millions de vies dans la misère. [<https://qgdecolonial.fr/la-dominance-monnaire-moderne-ou-la-plantation-2-0/>] En Europe, même topo qu'ailleurs : il s'agit de subjuguier les populations exploitées à l'agenda mondialiste, d'inféoder à l'impérialisme américain, mais ici Goldman Sachs peut bénéficier d'un appui interne : les fascistes. Ils sont politiques, comme Alice Weidel, présidente de l'Alternative für Deutschland (AfD), ex-employée de Goldman Sachs, ou bien issus de la "société civile" et "métapolitiques", membres autrement dit de la mafia culturo-mondaine comme Sylvain Tesson, fils à papa macronien du 6e arrondissement, trekker de luxe et bobo fasciste de profession qui étale sans complexe son inhumanité et son mépris de classe face aux Gilets Jaunes : rendez-vous compte de votre chance, les gueux, agenouillez-vous devant Macron et taisez-vous ! [10]

L'OPA agressive que Goldman Sachs a lancée sur l'Union Européenne semble en voie de réussir. En Grèce, en Italie, Goldman-Sachs a imposé ses employés non élus comme chefs de gouvernements au cours d'une série de coups d'Etat financiers qui sont autant de dénis de démocratie. Idem en Grande-Bretagne, où, le 23 juin 2016, la

population a voté à 51,9% en faveur d'une sortie de l'UE. Goldman Sachs évidemment n'était pas prêt à tolérer que les populations se croient encore autorisées à disposer d'elles-mêmes vis à vis de l'agenda mondialiste. Peter Sutherland, président de Goldman Sachs International déclara que "d'une façon ou d'une autre, ce résultat [devait] être annulé". Avec le Brexit, en effet, c'était la première fois depuis plusieurs dizaines d'années que la "superclasse mondiale" n'imposait pas sa volonté. Mais le chantage financier exercé sur le Royaume-Uni devait vite avoir raison de ces velléités populaires d'indépendance. Bientôt Rishi Sunak, employé de Goldman Sachs deux fois plus riche que le roi d'Angleterre, devenait Premier ministre. L'arrivée de Rishi Sunak était naturellement « saluée » par « les marchés ». La livre sterling "rebondissait" face au dollar, on observait instantanément un miraculeux repli du rendement des obligations d'Etat et une détente des taux d'intérêt de la dette, optimisme bien compris des analystes financiers : « les marchés font confiance à ses stratégies fiscales ».

Evidemment, avec Sunak, l'offensive anti-syndicale et anti-immigration reprenait avec une violence inédite et l'on se remettait à oublier et rançonner les pauvres. Les connivences et le degré d'imbrication sont si osmotiques entre Goldman Sachs et l'Union Européenne qu'on ne sait même plus qui est qui des employés de Goldman Sachs ou des fonctionnaires de l'Union. A sa sortie de 10 ans de fonction comme président non-élu de la Commission Européenne qui a gravement affaibli l'Europe communautaire et ses institutions, José Manuel Barroso est recyclé par Goldman Sachs pour services rendus [<https://monde-libertaire.net/index.php?articlen=929>], tandis que l'employé de Goldman Sachs Mario Draghi devient président de la Banque Centrale Européenne. Où s'arrête Goldman Sachs et où commence "l'Europe" ? Le chevauchement semble complet. C'est pourquoi en France, Macron, et en Allemagne Merkel obéissent à Goldman Sachs, le doigt sur la couture du pantalon. Macron, d'ailleurs, après quelques excentricités peu ragoûtantes naturellement assimilées par les bas-du-Front à du "wokisme", s'est résolument engagé dans l'extrême-droitisation planifiée. Comme le rappelle Contre Attaque dans son article "L'imaginaire et le discours d'extrême droite sont au pouvoir" :

"Le 17 avril 2023, pendant que Paris était en pleine révolte contre la réforme des retraites et après un discours violemment anti-social, Macron avait été filmé poussant la chansonnette avec des néo-nazis. Cette mise en scène visait à la fois à promouvoir l'application Canto, créée par un ancien du GUD proche d'Éric Zemmour, et à provoquer les manifestant-es qui réclamaient plus de justice sociale. En octobre 2022, Macron se précipitait à Rome pour féliciter la gagnante des élections italiennes : la néofasciste Giorgia Meloni, nostalgique de Mussolini. (<https://contre-attaque.net/2024/12/20/limaginaire-et-le-discours-dextreme-droite-sont-au-pouvoir/>)"

Mais tout ça n'est pas nouveau. L'Union Européenne de Goldman Sachs veut l'extrême droite partout, et la chose est évidente depuis le soutien bruyant, dès 2009, assuré à Goldman Sachs et Loukás Papadímios par l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS) de Georgios Karatzaferis, tribun d'extrême droite issu du milieu journalistique et revendiqué "nationaliste et traditionaliste". En retour, c'est grâce à Papadimos que, pour la première fois depuis 1974 et la fin de la dictature des colonels, l'extrême droite entre au gouvernement grec. Mais revenons aussi sur un détail qui a échappé à Contre Attaque : Charles Dor, le fondateur de Canto, est un salarié d'Image 7 [<https://www.ripostes.org/wp-content/uploads/2024/10/cartographie-des-reseaux-neofascistes-dans-le-departement-d-u-cher-V2.pdf>], donc d'Anne Méaux, la mère maquerelle de la "com" des corrompus dont il a déjà été question à plusieurs reprises, la même Anne Méaux (encore !) qui, à la fin des années 1990, donne un coup de main à "l'union des droites" et use de son influence auprès de François Pinault, propriétaire du Point, pour pousser à la parution d'articles à la gloire d'un faux "comte" Jean "d'Ogny" (en réalité Dogny) et de son faux "château de famille" (en réalité un château appartenant à la famille du fameux Sully, ministre de Henri IV). Ce Dogny est totalement et très activement impliqué depuis au moins 40 ans dans les réseaux militants de cette nébuleuse néo-fasciste, de cette "internationale noire" que Charles-Antoine de Rohan appelait de ses vœux et qui s'est réalisée sous les auspices des groupes Gladio structurés par les réseaux Stay Behind. [<https://paris-luttes.info/la-chapelle-d-angillon-soixante-18596>] Or avec qui le faux comte Dogny est-il étroitement lié depuis les années 1980-1990 ? Bingo ! Stéphane Bern (Dans Stéphane Bern, il y a le verbe berner). La preuve en images :

Suivre Stéphane Bern est bien le meilleur moyen de comprendre à quoi sert la Fondation du Patrimoine et en quoi elle est utile à Goldman Sachs. Voici l'explication, d'une clarté de cristal, et en vidéo, avec Julie Garnier, conseillère régionale d'Île-de-France :

<https://www.bitchute.com/video/KmNbYVGv4GBV>

Vous vous demanderez peut-être pourquoi cette vidéo a été postée sur BitChute. C'est parce que Bern a fait un gros effort pour l'expurger de partout sur Internet, alors même que la Fondation du Patrimoine avait été acculée à admettre que Julie Garnier disait vrai. Julie n'a, d'ailleurs, jamais été attaquée en diffamation, ce dont Bern se serait fait une joie si ça avait été possible, malgré les imbécillités mensongères dont les "fact checkers" pourris de la gauche caviar aux ordres du grand Capital sont coutumiers ("Non, Stéphane Bern n'a pas versé de fric à Apolline de Malherbe", "Non, Sylvain Tesson n'est pas un fasciste", "Non, François Mitterrand n'a jamais été un collabo", "Non, Carlos Ghosn n'est pas coupable", etc.) Dans Stéphane Bern, il y a le verbe berner ! On l'a déjà dit ? Deux fois ? Très bien ! Encore un coup, alors, car ter repetita placent ! Evidemment, il y a encore beaucoup plus explicite. Quand la Fondation du Patrimoine se choisit un porte-parole comme Jonathan Sturel pour nous expliquer qu'il faut donner, donner, donner à la Fondation qui "sauve les églises rurales" comme Barrès (Barrès !) le voulait, et que c'est dans le torchon d'extrême droite Causeur que ce youtubeur abruti, fasciste, raciste et sexiste décomplexé se répand, de quoi est-il encore possible de douter ?

Brosser le bref portrait de ce "Jonathan Sturel" n'est pas superflu pour bien cerner le discours d'extrême droite que la Fondation du Patrimoine et accessoirement son étron satellite, la Fondation pour la Sauvegarde de l'art français, entendent promouvoir et quel auditoire parfaitement ciblé elles visent. On ne sait pas ce que fait ce Jonathan Sturel dans la vie : travaille-t-il ? Il n'en donne pas l'impression. Trouble individu. Ce qu'on sait, en revanche, c'est qu'il a publié quelques débilités de bonehead écrites avec le pied à la librairie des Deux Cités (les "Editions du verbe haut") désormais fermée pour cause de fascisme grâce au maire de Nancy, Mathieu Klein, et qui se spécialise dans des auteurs très honorables comme le nazi Maurice Bardèche, le raciste islamophobe Renaud Camus, ou l'antisémite conspirationniste Pierre Hillard. L'éditeur de Sturel, Sylvain Durain, est membre d'Academia Christiana - ligue d'extrême droite dissoute - et se fait préfacier par Matthieu Raffray, curé intégriste prônant la violence et membre de l'Institut du Bon Pasteur comme les très intégristes et très fascistes Guillaume de Tanoüarn, proche du GRECE et ami d'Alain de Benoist et de Hubert Védrine, ou Philippe Laguérie, pétainiste déclaré, ami du milicien Paul Touvier et qui avait l'habitude de célébrer la messe chez le faux "comte" "d'Ogny" : comme le monde est petit, tout de même !

Jonathan Sturel est un pseudonyme, naturellement, et il est révélateur puisque c'est une allusion à ce "Julien Sturel" que Mauriac avait choisi comme pseudonyme en hommage à Barrès. François Mauriac, le pétainiste qui - comme André Bettencourt, Jean Védrine, François Mitterrand - a retourné sa veste avec le vent et s'est transformé en thuriféraire de de Gaulle à la Libération. D'ailleurs, à lire les arguments (si l'on peut dire) de Sturel pour faire la réclame de la Fondation du Patrimoine dans Causeur, il n'y en a qu'un : Barrès, euh, Barrès, euh, Barrès... Barrès, en effet. La Fondation du Patrimoine retourne à ses sources souffrées, celles de Vichy. Rappelons que Georges Valois, le fondateur du Faisceau, le premier parti français ouvertement fasciste, considérait en 1927 que La Cocarde, le quotidien nationaliste et socialiste de Maurice Barrès, était « le premier journal fasciste »/[11] Et, de fait, Barrès, précurseur du fascisme français, est l'inventeur d'un nationalisme autoritaire antisémite et raciste mis au service du conservatisme. [12]

Voilà. C'est ça qui est rémunéré sur les caisses noires de la Fondation du Patrimoine pour appâter le pigeon : des Jonathan Sturel. Et ce serait un choix innocent de la part de cette Fondation qui roule pour Goldman Sachs ? Vous voulez rire !

FIN DE LA PREMIERE PARTIE : NOUS IRONS PLUS LOIN DANS LA PARTIE 2 ! FAITES-NOUS CONFIANCE : ON EN A SOUS LE COUDE !

**** **NOTES** ****

[1] Amnesty International, "Gilets jaunes en France : un bilan inquiétant", 18 novembre 2019

<https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/gilets-jaunes-un-bilan-inquietant>

[2] Pauline Perrenot, "Européennes : Macron envahit la presse régionale, avec la bénédiction des rédactions",

Acrimed, mercredi 22 mai 2019 <https://www.acrimed.org/Europeennes-Macron-envahit-la-presse-regionale>

[3] Maxime Friot, "Les aides à la presse continuent d'aller aux plus riches", Acrimed, jeudi 8 septembre 2022

<https://www.acrimed.org/Les-aides-a-la-presse-continuent-d-aller-aux-plus>

[4] Houria Bouteldja, Beaufs et barbares, La Fabrique, 2023.

[5] Dans un article publié le jeudi 8 novembre 2018 dans la Tribune de l'art, "Le Louvre : une armée mexicaine", Didier Rykner suggérait plus que lourdement qu'Anne-Laure Béatrix bénéficiait au Louvre, par copinage avec Martinez, d'un emploi fictif et sur-rémunéré, alors qu'à y regarder de près, elle n'a aucune compétence en dehors d'une maîtrise d'histoire avec un mémoire sans intérêt sur les poilus de 14. Rykner écrit : "Bien que le Louvre soit resté muet sur les questions que nous lui avons adressées, nous pouvons donner les deux missions principales d'Anne-Laure Béatrix : elle aura en charge la mise en place d'une nocturne supplémentaire le samedi soir et d'organiser les trente ans de la Pyramide qui seront célébrés l'année prochaine. Il y avait bien besoin pour cela d'un administrateur supplémentaire !" Mais le copinage va largement au-delà. Notre camarade Amal, que nous remercions, nous a fait parvenir une copie du bulletin municipal de la commune rurale de Béatrix où l'on se vante d'avoir "gratuitement" affrété des cars pour emmener "gratuitement" les vieux visiter le Louvre afin qu'ils votent pour son mari ! Cette effronterie dans la prévarication et le clientélisme a de quoi laisser pantois (nous le publierons dans la partie 2).

[6] Edwy Plenel, Finissons-en !, Mediapart éditions, 2012.

[7] François Ruffin, La Guerre des classes, Fayard, 2008.

[8] Annie Lacroix Riz, Le Choix de la Défaite, Armand Colin, 2006 (distribué par... Dunod !)

[9] René Monzat, Petit manuel de combat contre le Front national, Flammarion, 2004, p.227

[10] Tesson, bien en cour auprès du pouvoir réel, à qui Macron offre de présider "culturellement" la réouverture de Notre-Dame de Paris, trouve des appuis jusque chez cette crapule de Claude Askolovich, alias "Sarkolovitch" dans le milieu journalistique, pion très globaliste du très globaliste Attali sur Slate et protégé personnel d'Arnaud Lagardère et de Nicolas Sarkozy. On ne s'étonnera pas : Sarkolovitch est un convive cordial de... Charles de Croisset, président de la Fondation du Patrimoine ! Sarkolovitch, après avoir bien bénéficié du Système SOS Racisme de Pierre Bergé et érupté sa haine du peuple soi-disant "raciste" sur tous les plateaux pendant 30 ans, exploite maintenant la matinale de France Inter pour chanter les louanges du vrai, de l'authentique raciste, fasciste et islamophobe Sylvain Tesson qui, dixit, "le fait rêver" (sic !)

[11] Cité par Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France [1983], Paris, Gallimard, 2012, p. 178.

[12] Robert Soucy, Fascism in France : The Case of Maurice Barrès, Berkeley University of California Press, 1972.